

“La démocratie wallonne a gagné en maturité”

• **Paul Magnette met en garde :** “Le fédéral ne peut pas faire payer le coût de ses mesures par les Régions.”

• “Il fallait que la N-VA participe au gouvernement”, estime Paul Magnette, tout en dénonçant les propos “abjects” de De Wever.

• Il relance le débat sur le temps de travail. Sa proposition : permettre aux travailleurs âgés de réduire leurs prestations.

“Le tax-shift du gouvernement fédéral, c’est du gloubi-boulga”

Est-ce que vous estimez, après un an comme ministre-Président wallon, que vous êtes à la hauteur du job ?

C’est toujours difficile de dire ça de soi-même. Ce que je peux dire, c’est que je donne le meilleur et que je suis passionné. Au sein du gouvernement, on a une cohésion remarquable. On travaille avec sérieux, on ne fait pas d’effets d’annonce, on ne balance pas de chiffres qui ne sont pas confirmés le lendemain. Au Parlement, le débat est de très bonne qualité. J’ai le sentiment que la Wallonie, en tant que démocratie régionale, gagne vraiment en maturité. Et je pense que cette majorité y est un peu pour quelque chose.

Cela a changé un peu votre regard sur la Wallonie ?

Ce qui m’a le plus frappé, c’est la remarquable qualité des administrations wallonnes. Pour être honnête, j’avais fait un passage comme ministre régional en 2007-2008, et ma relation avec l’administration n’avait pas toujours été très heureuse. Ici, je suis impressionné, il y a toute une nouvelle génération de dirigeants sérieux, bien formés, rigoureux, bosseurs. C’est souvent la Wallonie qui est en avance. Je ne vais pas revenir sur la fameuse querelle des chiffres, enfin c’est quand même les chiffres wallons qui étaient corrects, alors que c’est le fédéral qui a les bases de données.

Et à l’inverse, vous avez découvert certains boulons à resserrer ?

Oui, il y a certains segments de notre action où on a encore trop une culture du contrôle plutôt qu’une culture du soutien.

Cette culture du contrôle, n’est-ce pas la marque de fabrique socialiste, l’héritage de vingt-cinq ans de pouvoir PS en Wallonie ?

Non. C’est une culture administrative jacobine à la française. Ce n’est pas quelque chose de spécifiquement wallon. On retrouvait ça aussi avec des SPF fédéraux.

Cette double casquette – bourgmestre de Charleroi et ministre-président wallon –, ça ne ralentit pas l’avancement des dossiers ?

Mais je n’ai pas de double casquette ! Je ne sais pas dans quelle langue je dois le dire. Je suis bourgmestre empêché. Je ne touche pas de salaire comme bourgmestre, je ne participe à aucune réunion du collège, je ne participe à aucune réunion opérationnelle, ni avec les pompiers ni avec la police. Je ne signe aucun acte officiel. La règle dit quoi ? Quand on est bourgmestre et qu’on devient ministre, on devient bourgmestre empêché. Mais c’est vrai que la règle ne dit pas ce que ça veut dire. Je dis : codifions tout ça, comme ça, il n’y aura plus d’ambiguïté.

Ce ne serait pas plus simple que le bourgmestre qui devient ministre démissionne de son ancienne fonction ?

Non. Vous avez été élu par les citoyens pour six ans. Vous serez peut-être ministre pendant une seule année, et puis quoi, vous ne pouvez plus redevenir bourgmestre ?

Qui est bourgmestre de Charleroi aujourd’hui ?

Eh bien... Moi, je suis bourgmestre empêché et il y a Françoise Daspremont qui est échevine déléguée exerçant les fonctions de bourgmestre.

On voit bien qu’il y a une ambiguïté.

Quelle ambiguïté ? Il y a celui qui a le titre et celui qui l’exerce. Mais je ne siége pas au collège, j’insiste, il y aurait quelque chose de malsain. J’y suis allé un tout petit peu au début pour assurer la transition des dossiers, maintenant je n’y vais plus jamais. Mais ce serait bien de codifier. Aujourd’hui, je ne sais pas si je peux porter l’écharpe maïorale ou pas, donc je la porte, de temps en

temps. Si demain, on me disait que je ne pouvais plus la porter, je ne la porterais plus, je ne serais pas malade.

A la lumière de la décision de la ministre fédérale de la Mobilité Jacqueline Galant (MR) concernant Ethiopian Airlines, avez-vous l'impression que les Flamands veulent la peau des aéroports de Liège et de Charleroi ?

Je ne dis pas qu'ils veulent la peau, mais s'il y a bien une initiative wallonne que les Flamands regrettent de ne pas avoir prise, c'est bien la politique aéroportuaire. La mentalité belge, ça a souvent été : les Wallons font confiance à Bruxelles, tandis que les Flamands construisent chez eux. Avec la politique aéroportuaire, il s'est passé l'inverse. Les Flamands se réjouissaient que l'aéroport national, Zaventem, se trouve en Flandre, et ils se disaient : laissons les Wallons développer leurs petits aéroports. A l'époque, personne ne pensait que le low cost allait exploser comme il a explosé. Mais c'était une excellente stratégie : deux aéroports, l'un destiné

aux passagers, l'autre au fret. Tout cela était très bien pensé et produit des résultats.

Les tensions avec le fédéral ne sont pas terminées ?

Si chacun prend des décisions dans son domaine de compétence sans créer des difficultés aux autres, il n'y a aucune raison qu'il y ait des tensions. Quand le fédéral dit que les jeunes de moins de 21 ans qui n'ont pas suivi d'études jusqu'à la fin du secondaire n'auront plus droit à des allocations d'insertion et que les Régions n'ont plus qu'à prolonger les allocations familiales, ça, ça ne va pas ! Tout comme on ne peut pas dire : je supprime des trains, la Wallonie n'a qu'à mettre des bus ! Un fédéralisme loyal ne peut pas être un système où le pouvoir fédéral fait payer le coût de ses mesures par les autres. Je vous mets au défi de trouver un acte posé par la Wallonie qui soit négatif pour le fédéral ou hostile vis-à-vis des autres régions. De même que le tax-shift, on est vigilants, on attend de voir... Le tax-shift pour l'instant, c'est comme la soupe de Casimir, du gloubi-boulga, il y a beaucoup de choses dedans, on ne sait pas quoi, mais ça a l'air d'avoir très mauvais goût et seul Casimir en mange.

“La N-VA est en train de se belgicaniser”

L'attitude du gouvernement fédéral par rapport à la crise de l'asile vous satisfait-elle ?

Je ne veux pas en faire un sujet de polémique. C'est un sujet humanitaire plus qu'un sujet politique. J'ai trouvé odieuse la sortie de Bart De Wever. Il sait très bien que ce qu'il dit n'a pas de sens, que c'est contraire aux conventions internationales. Simplement, il est embêté : Theo Francken devait incarner celui qui ferme le robinet et il incarne celui qui doit gérer un afflux. Et comme la N-VA a siphonné l'électorat du Vlaams Belang, De Wever doit tenir un propos qui flirte avec l'extrême droite pour rassurer une partie de ses électeurs. Ce faisant, il fait un usage populiste d'une tragédie. J'ai apprécié qu'Olivier Chastel remette les pendules à l'heure.

Par le passé, la question de l'asile faisait davantage consensus dans le monde politique belge ?

En 2000, la crise dans les Balkans avait provoqué un afflux de réfugiés deux fois plus important qu'aujourd'hui, et à l'époque, en effet, il y avait une espèce de consensus national. On n'a pas vu la droite contre la gauche. La coalition violette était au pouvoir, mais les démocrates-chrétiens, dans l'opposition, n'ont guère attaqué le gouvernement sur ce sujet. Cela doit rester une grande question humanitaire au-delà des clivages politiques. A

Tournai, on a vu des gens applaudir à l'arrivée des migrants. Les associations, les CPAS reçoivent de nombreux coups de téléphone de citoyens qui demandent où ils peuvent déposer de la nourriture, des vêtements. On observe de formidables élans de solidarité, et en même temps, il y a une peur, une xénophobie. C'est le grand paradoxe de l'asile. Un sujet comme celui-là révèle toutes les contradictions de l'âme humaine. C'est pour ça que c'est abject d'en faire un usage politique.

Pour l'heure, les ministres N-VA semblent faire preuve d'une parfaite loyauté à l'égard de la Belgique fédérale. Cela vous surprend ?

J'ai écrit un jour, et je l'assume, qu'il fallait que la N-VA participe au gouvernement. Par le passé, les nationalistes avaient tout le pouvoir sans occuper la moindre responsabilité. Depuis l'opposition, ils pesaient terriblement sur les autres partis flamands, qui en avaient une peur bleue. La donne a changé. C'était piquant, le 21 juillet, de voir Jan Jambon et Steven Vandeput in-

carner la Belgique aux côtés du Roi. Une sorte de belgicanisation est à l'œuvre à la N-VA. Le parti est en train de se banaliser. De là à dire que ses ministres sont impeccables, il y a de la marge.

Dans votre dernier livre, vous écrivez que les socialistes ont été "obnubilés par la croissance du pouvoir d'achat", ce qui a "paradoxalement contribué à renforcer l'esprit du capitalisme". Fameux mea culpa, qui remet en question toute la stratégie du PS depuis 20 ans.

Mon propos ne visait pas le PS, mais l'ensemble de la gauche, y compris les syndicats. Le débat sur le pouvoir d'achat reste essentiel, mais ce que je veux mettre en évidence, c'est notre dépendance à la croissance. Tant qu'on était dans une croissance forte, la priorité était de répartir le gâteau. On doit désormais s'attendre à une croissance faible, pour longtemps. Tout l'enjeu est de trouver des solutions pour créer, malgré tout, de l'emploi. La gauche doit remettre la redistribution du temps de travail au cœur de son combat. Pour des raisons de création d'emplois, mais aussi pour des raisons sociétales. Je vois trop de gens surmenés, en burn-out, ou victimes de maladies professionnelles.

Que préconisez-vous ?

J'adhère à l'idée d'un système qui permettrait de réduire le temps de travail des travailleurs âgés, avec une intervention de l'Etat, afin d'engager des personnes plus jeunes. Le tout devra être négocié dans les entreprises. Si les travailleurs âgés tombent moins malades, la sécurité sociale y gagne. Elle peut alors réinvestir pour compenser la baisse de salaire liée à la réduction du temps de travail.

Pour l'essentiel, vous copiez le "plan Tandem" conçu par Ecolo et repris, avec des nuances, par la FGTB.

Non, je ne copie pas... Ce débat sur le temps de travail renaît un peu partout, et je m'en réjouis.

Plaidez-vous pour un passage généralisé aux 35 heures ?

Non, ce n'est pas dans la culture belge. En France, par tradition, les réformes s'imposent par la loi. Chez nous ce genre de décision doit venir du Groupe des Dix.

Au contraire de vous, Emmanuel Macron, ministre français de l'Economie, fustige "la gauche du loisir", qui a fait croire "qu'un pays pouvait aller mieux en travaillant moins".

Pfff, c'est d'un tel simplisme...